
Géorgie : vers une loi anti-LGBT

Description

Le parti au pouvoir Rêve géorgien souhaite mettre en place une nouvelle loi visant à « *promouvoir les valeurs familiales et protéger les mineurs* ». Cette initiative législative comprend 18 points qui, de manière significative, restreignent les droits de la minorité LGBT.

S'il est adopté, ce texte interdirait les chirurgies de changement de genre, l'adoption d'enfants par des couples homosexuels, l'indication d'un genre autre que masculin ou féminin sur les documents officiels, ainsi que l'organisation d'événements publics promouvant les relations homosexuelles. Ces mesures marquent un durcissement notable de la position du gouvernement géorgien sur les questions de diversité de genre et d'orientation sexuelle.

Cette loi sera examinée en première lecture prochainement, signalant un passage accéléré de ces amendements à travers le processus législatif. En outre, le 17 mai a déjà été proclamé jour férié pour célébrer les valeurs familiales et devrait bientôt être inscrit dans le Code du travail géorgien, renforçant ainsi le cadre juridique soutenant ces nouvelles mesures.

Cette initiative législative suscite des débats intenses en Géorgie et au-delà, mettant en lumière les tensions entre la promotion des valeurs traditionnelles et les droits des minorités sexuelles et de genre.

Cette nouvelle proposition de loi intervient dans un climat politique déjà tendu dans le pays, avec une majorité de la population pro-européenne et un gouvernement plus que jamais ouvertement pro-russe avec la récente adoption de la loi sur les agents étrangers. Selon *Amnesty International*, cette loi s'oppose à la Constitution géorgienne qui garantit les droits de l'homme à tous les individus. Cette nouvelle réforme anti-LGBT ne risque pas d'améliorer les relations de la Géorgie avec les États Unis ou l'Union européenne.

Sources : *Radio Free Europe, Reuters.*

date créée

14/06/2024

Champs de Méta

Auteur-article : Eliot Khubulov